



Hôpitaux Universitaires Henri Mondor

1, rue Gustave Eiffel

94000 CRETEIL

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C. C. A. P.)

CONTRAT DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE DETECTION ET DE MISE EN SECURITE INCENDIE DU SITE GEORGES CLEMENCEAU

Créteil, le 24-12-2024

TABLE DES MATIERES

Table des matieres	2
1. Objet, décomposition et durée du marché	3
2. Définition des parties contractantes – documents contractuels.....	3
3. Modalités d’exécution du marche	4
4. Négociations	5
5. Sous-traitance	5
6. Conditions d’exécution.....	5
7. Garantie	6
8. Evolution des prix.....	6
9. Avance forfaitaire.....	7
10. Paiements	7
11. Prestations non conformes - Pénalités.....	7
12. Assurances	8
13. Confidentialité.....	8
14. Mise en demeure	9
15. Résiliation du marché	9
16. Litiges	9
17. Dérogation aux documents généraux	10

1. OBJET, DECOMPOSITION ET DUREE DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

L'objet du présent marché est le suivant : **CONTRAT DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE DETECTION ET DE MISE EN SECURITE INCENDIE DU SITE GEORGES CLEMENCEAU.**

Lieu d'exécution de l'opération :

- ✗ L'hôpital Georges CLEMENCEAU, situé au 1 rue Georges Clemenceau, 91750 Champcueil.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Le détail des prestations, objet du marché est précisé dans la DPGF et le BPU.

1.2 – Décomposition en lot

La consultation comporte 1 lot unique à savoir :

Lots	Désignation des lots
1	CONTRAT DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE DETECTION ET DE MISE EN SECURITE INCENDIE DU SITE GEORGES CLEMENCEAU

Ce lot se décompose en deux parties :

- ✗ Prestations récurrentes à prix global et forfaitaire.
- ✗ Prestations ponctuelles à bons de commande pour lesquelles, le montant des commandes que les HUHM sont susceptibles d'adresser sont :

Lot	1 an pour les prestations ponctuelles	4 ans pour les prestations ponctuelles
1	Minimum de commande 0.00 € HT ; Montant maximum de commande 10 000.00 € HT	Minimum de commande 0.00 € HT ; Montant maximum de commande 40 000.00 € HT

1.3 - Durée du marché

Le marché prendra effet à la date de notification.

Le marché est conclu pour une durée d'1 an renouvelable 3 fois par an par reconduction tacite.

Le délai global d'exécution du marché, ne pourra pas excéder 4 ans.

Le délai d'exécution des tâches est fixé dans le CCTP.

Pour les prestations ponctuelles (sur BPU) le délai global d'exécution est indiqué sur la commande.

2. DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES – DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Définition des parties contractantes

Par application du paragraphe 1 de l'article 2 « Définition et obligations générales des parties contractantes » du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 sont

- ✗ Pouvoir adjudicateur :

Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
55 Boulevard Diderot
75610 Paris Cedex 12

✗ Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

2.2 - Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par des documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- ✗ L'acte d'engagement et ses annexes financières (BPU et DPGF),
- ✗ Le présent Cahier Clauses Administratives Particulières,
- ✗ Le Cahier Clauses Techniques Particulières et ses éventuelles annexes,
- ✗ Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- ✗ Les bons de commandes,

3. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

3.1 - Prestations ponctuelles

Pour toute demande de prestation ponctuelle, un bon de commande est établi en fonction des besoins des HUHMM. Chaque bon de commande ou ordre de service valant commande sera précédé d'une demande de devis adressée par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le bon de commande signé par le directeur de la Direction des Investissements, Travaux, Ingénierie, Maintenance et Equipements (DITIME) des HUHMM.

Les prix figurant au BPU sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 indiqué à l'acte d'engagement.

La DITIME des HUHMM accepte les devis et se réserve la possibilité :

- ✗ De mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporte des prestations hors bordereau ;
- ✗ De corriger les quantités portées sur le devis dans le cas où cela serait nécessaire.

Chaque bon de commande ou ordre de service valant bon de commande comportera les renseignements suivants :

- ✗ La référence du marché ;
- ✗ Le site des travaux ;
- ✗ L'objet des travaux ;
- ✗ Le numéro du devis ;
- ✗ Le numéro du bon de commande ou ordre de service ;
- ✗ Le montant total hors taxes non révisé ;
- ✗ Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ✗ Le montant total toutes taxes comprises ;
- ✗ Les dates de réalisation des travaux.

Le devis, éventuellement rectifié par la DITIME des HUHMM, sera annexé au bon de commande ou ordre de service valant bon de commande.

À tout moment, un bon de commande peut être annulé par les HUHMM sans que le titulaire ne soit indemnisé. Seules les prestations réalisées pourront alors faire l'objet d'une facturation de la part du titulaire.

Pour toute commande dont le prix unitaire est hors BPU, il sera établi un devis au meilleur prix par le titulaire du marché.

Les bons de commande passés au cours de la période d'exécution du marché pourront être exécutés postérieurement au terme de validité du marché.

3.2 - Prestations récurrentes

Les prix figurant à l'acte d'engagement et la DPGF sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 indiqué à l'acte d'engagement.

La prestation récurrente à prix global et forfaitaire fait l'objet d'acomptes trimestriels.

4. NEGOCIATIONS

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur prévoit de négocier les offres avec tous les soumissionnaires. Toutefois le marché pourra être attribué sur la base des offres initiales sans négociations (Article R.2161-17 du Code de la Commande Publique).

5. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique. Néanmoins, au regard de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

Le seuil prévu à l'article R. 2193-10 du code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 600 euros toutes taxes comprises.

En application des articles R.2393-25 à R.2393-28 du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre, pour chaque sous-traitant, l'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Les natures des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- Le lieu d'exécution des prestations sous traitées ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de sous-traité, et le cas échéant les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Un RIB ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionnés au chapitre Ier du titre IV.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement est obligatoire par la transmission d'une copie du DC4 signé par l'acheteur public qui autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant.

Par ailleurs le non-respect de cette condition dispose l'acheteur public de sa responsabilité de paiement direct de sous-traitant.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

6. CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations devront être exécutées dans les conditions ci-après :

Le titulaire devra s'informer, avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. Ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement du site concerné.

Il est interdit au titulaire et à ses ouvriers d'entrer en communication avec le personnel, les élèves et les hospitalisés.

Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs prestations et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- ✗ Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérente aux modalités d'exécution de certains travaux,
- ✗ L'installation à ses frais de garde corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

7. GARANTIE

A l'expiration du marché, qu'il soit résilié ou non, le titulaire remettra au Maître d'Ouvrage les bons de garantie (ou les documents équivalents), des pièces détachées qu'il a remplacées et encore sous la garantie du fabricant.

8. EVOLUTION DES PRIX

Les prix du marché comprennent tous les frais afférents et sont établis hors T.V.A.

Les prix seront fermes et définitifs pour la première année.

Pour les trois autres années, les prix seront mis à jour annuellement par application de la formule suivante :

$$P = P_o \left(0,80 \left(\frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_o} \right) + 0,20 \left(\frac{EBIQ}{EBIQ_o} \right) \right)$$

Dans laquelle la définition des paramètres est la suivante :

Coefficient unique pour la deuxième année	
P :	Prix révisé
Po :	Prix initial du marché
ICHT-IME :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 + 1 an
ICHT-IME 0 :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 figurant à l'acte d'engagement.
EBIQ :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et bien d'investissement du mois M0 + 1 an
EBIQ0 :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements du mois M0 figurant dans l'acte d'engagement.

Coefficient unique pour la troisième année	
P :	Prix révisé
Po :	Prix initial du marché
ICHT-IME :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 + 2

	ans
ICHT-IME 0 :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 figurant à l'acte d'engagement.
EBIQ :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et bien d'investissement du mois M0 + 2 ans
EBIQ0 :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements du mois M0 figurant dans l'acte d'engagement.

Coefficient unique pour la quatrième année	
P :	Prix révisé
Po :	Prix initial du marché
ICHT-IME :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 + 2 ans
ICHT-IME 0 :	Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales comprises du mois M0 figurant à l'acte d'engagement.
EBIQ :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et bien d'investissement du mois M0 + 2 ans
EBIQ0 :	Indice du prix à la production dans l'industrie, énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements du mois M0 figurant dans l'acte d'engagement.

Les index sont publiés au Moniteur des travaux publics et du bâtiment.

9. AVANCE FORFAITAIRE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'Acte d'Engagement.

10. PAIEMENTS

En application de l'article R.2192 -11 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

10.1 - Prestations récurrentes

Le règlement de la prestation récurrente intervient par paiement trimestriel.

Les demandes de paiement dématérialisés sont adressées au Maître d'Ouvrage sur Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le numéro du marché, de la commande et le RIB sont mentionnés sur la facture.

10.2 - Prestations ponctuelles

Les prestations ponctuelles sur bordereau de prix unitaires sont réglées sans acompte à l'achèvement de la prestation.

Les factures dématérialisées sont adressées au Maître d'Ouvrage sur Chorus Portail Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>. Le numéro du marché, de la commande et le RIB sont mentionnés sur la facture.

11. PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES

11.1 - Prestations non-conformes

La non-conformité des prestations résulte d'un retard d'exécution, de prestations non-conformes, ou non-respect des règles d'hygiène par le titulaire.

Toute prestation mal exécutée ou non exécutée pourra donner lieu à:

- ✗ Un refus de ladite prestation qui devra être recommencée par le Prestataire à ses frais,
- ✗ L'application des pénalités prévues au présent CCAP,

✗ La résiliation du marché pour faute grave, sans préjudice de l'application des diverses pénalités prévues.
Cas particulier : Dégradations occasionnées par le prestataire
Le Prestataire sera tenu de réparer les dégâts à ses frais. Si cette réparation est hors de sa compétence, le Maître d’Ouvrage se réserve le droit de la faire exécuter par une Entreprise de son choix après mise en demeure suivant les modalités définies au CCAP. Le coût de la réparation sera prélevé sur le montant du marché.

11.2 – Pénalités

Par dérogation à l’article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités ne sont pas soumises à la TVA.

Les pénalités sont cumulables et seront décomptées sur les sommes dues au titulaire.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Le titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui sont signifiées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les demandes de devis et les remises de rapports devront être honorées dans un délai 10 jours ouvrés maximum.

Nature du manquement	Montant de la pénalité
Retard d’une intervention planifiée	80 € par jour de retard et par intervention
Retard dans la remise d’un rapport	80 € par jour de retard et par rapport
Retard dans la remise d’un devis	80 € par jour de retard et par devis
Absence injustifiée à un rendez-vous	80 € par absence à un rendez-vous

12. ASSURANCES

Le marché fera l’objet d’une police tous risques chantier souscrite par le titulaire et établie sur les bases suivantes, au titre de la Responsabilité Civile.

- ✗ Dommages corporels : illimités
- ✗ Dommages matériels (y compris les dommages d’incendie, d’explosion et d’eau) : 762 245 Euros.
- ✗ Vols commis par les agents de l’entreprise : 7 623 Euros.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d’exécution, le titulaire devra justifier de sa souscription à cette police.

Le paiement des prestations sera subordonné à la production du quitus délivré par la Compagnie d’Assurances auprès de laquelle la police visée au présent article aura été souscrite.

L’attestation d’assurance en cours de validité sera à fournir tous les ans.

13. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l’occasion du marché, a reçu de l’administration communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l’exécution du marché ou qui pourrait parvenir à sa connaissance à l’occasion de celui-ci.

Il doit sans délai avertir l’administration de toute violation de l’obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement à ces consignes de son personnel, ou de ses sous-traitants ainsi qu’en matière de contrôle de diffusion de documents.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, l’administration peut résilier le marché et faire valoir éventuellement un droit à dommages et intérêts pour le préjudice subi, aux frais du titulaire débiteur.

14. MISE EN DEMEURE

Dans le cas de prestations non-conformes, l'hôpital peut par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre Le titulaire du marché en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai quarante-huit heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer la prestation contractuelle, la personne publique peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire. Ce dernier n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

15. RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié si d'une façon générale, le titulaire ne se conforme pas au chapitre VI du C.C.A.G-FCS, l'administration se réserve le droit de dénoncer par lettre avec accusé de réception le présent marché moyennant un préavis de trois mois sans justification.

La résiliation aux torts du titulaire est prononcée lorsque :

- ✗ Le titulaire soustraite en contrevenant aux dispositions légales ;
- ✗ Le titulaire ne respecte pas les législations ou les réglementations en vigueur ;
- ✗ Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter son engagement ;
- ✗ Le titulaire se montre incapable d'assurer les prestations qui lui sont confiées ;
- ✗ Le titulaire ne s'acquitte pas de ses obligations dans les délais prévus ;
- ✗ Le titulaire se livre à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;
- ✗ Postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés de la personne publique ;
- ✗ Lorsque le titulaire contrevient aux obligations de discrétion et n'a pas pris les mesures de sécurité ;

16. LITIGES

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent.

17. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par son article	A l'article du C.C.A.G. – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021	Objet
2	4.1	Ordre de priorité
11	14	Pénalités

Fait à Créteil le 24-12-2024

Marc POMMIER
Directeur des investissements